

**Convention collective départementale**

IDCC : 887. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES ET CONNEXES  
(EURE)**

**(1<sup>er</sup> juillet 1976)**

(Etendue par arrêté du 19 mars 1979,  
*Journal officiel* du 18 mai 1979)

---

■ *Journal officiel* du 6 mai 2009

**Arrêté du 27 avril 2009 portant extension d'un accord conclu dans  
le cadre de la convention collective des industries métallurgiques,  
mécaniques, électriques et connexes de l'Eure (n° 887)**

NOR : *MTST0909633A*

---

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 19 mars 1979 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 28 juillet 2008, portant extension de la convention collective des indus-  
tries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes de l'Eure du  
1<sup>er</sup> juillet 1976 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 15 janvier 2009, relatif aux rémunérations minimales hié-  
rarchiques, aux rémunérations annuelles effectives et à l'indemnité de panier,  
conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 8 avril 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-  
tries métallurgiques, mécaniques, électriques et connexes de l'Eure du

1<sup>er</sup> juillet 1976, tel que modifié par accord du 14 mars 1994 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 15 janvier 2009, relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, aux rémunérations annuelles effectives et à l'indemnité de panier, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Le troisième alinéa de l'article 2 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 avril 2009.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général du travail,*

J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/12, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.